

# □ CHINE/ETATS-UNIS/TAÏWAN : LE TRIANGLE INFERNAL. Par P.A. Donnet

jeudi 16 septembre 2021, par [DONNET](#)

Dans cet article, **P. A. Donnet** (1) analyse la multidimensionnalité de la conflitualité dans la Mer de Chine, avec des enjeux systémiques tels le devenir de Taïwan, la dimension régionale de la puissance, les nouvelles relations Chine/Russie/Japon. Bien au delà de la question économique, l'auteur détaille les forces militaires en présence.

La question posée de la souveraineté de Taïwan nous ramène désormais à celle de puissance. Tous les ingrédients d'un avenir incertain pour l'équilibre mondial sont réunis. On retrouve de façon intuitive **l'analyse de Raymond Aron** pour qui « l'état de nature » du système international, est du à l'absence d'une instance qui détienne le monopole de la violence légitime en assurant le pouvoir central.

Dans ce triangle stratégique (avec en contrepoint le Japon et l'Inde), l'interdépendance complexe (en particulier économique) n'est jamais une assurance de stabilité, d'autant plus que les semi-conducteurs sont déterminants dans la course technologique que se livrent les grandes puissances.

Garantir sa liberté d'action, pour pouvoir peser sur le comportement des autres Etats dans le sens de ses intérêts, ne se limite plus au « soft power », ce « pouvoir de convaincre » par une panoplie de moyens autres que coercitifs (menaces, force etc...).

(1) P.A. Donnet est ancien correspondant de l'AFP, aujourd'hui journaliste pour le site Asialyst. Dernières publications :

- Le leadership mondial en question, l'affrontement entre la Chine et les Etats-Unis, éditions de l'Aube, avril 2020, coll « Le Monde en cours ». Edition anglaise World Leadership in the Balance, China and the US Clash for Supremacy, World Scientific Publishing, Singapore, 2021. Edition chinoise prévue Janvier 2022, China Times Publishing, Taipei.

- Chine le grand prédateur, éditions de l'Aube, août 2021. Traduction japonaise prévue pour 2022.

## CHINE/ETATS-UNIS/TAÏWAN : LE TRIANGLE INFERNAL

**Le fossé croissant qui sépare les Etats-Unis et la Chine, avec pour pierre angulaire Taïwan, est devenu, au fil des ans, un sujet explosif d'envergure planétaire avec, en toile de fond, un risque de guerre mondiale dont le théâtre serait l'ancienne Formose.....**

Un constat s'impose : jamais les relations entre la Chine et les Etats-Unis n'ont été si mauvaises depuis l'établissement de relations diplomatiques entre les deux grandes puissances économiques de la planète en 1979. Une illustration s'il en fallait une de ce fossé : les entretiens entre la vice-secrétaire d'Etat américaine Wendy Sherman et le vice-ministre chinois des Affaires étrangères Xie Feng qui ont duré près de quatre heures le 26 juillet 2021 à Tianjin, dans le nord-est de la Chine et qui se sont soldées par un constat d'échec total entre deux pays qui ne se comprennent plus.

Désormais, Pékin accuse les États-Unis de vouloir « diaboliser la Chine » et de vouloir en faire une ennemie. Le sommet de Tianjin renforce l'idée d'une « nouvelle guerre froide » entre Pékin et Washington. C'est à nouveau l'argument de « l'ennemi intérieur imaginaire » qu'a ressorti Xie Feng. Cet argument n'est certes pas nouveau. Déjà, quand les États-Unis et l'Union européenne dénonçaient des cyberattaques attribuées à des hackers chinois, Pékin affirmait que la Maison Blanche devait cesser d'accuser la Chine d'être « l'empire des hackers », sous-entendu « l'empire du mal ».

Selon le compte rendu du préambule de la rencontre envoyé par le ministère chinois des Affaires étrangères sur WeChat au sortir des entretiens, le vice-ministre chinois des Affaires étrangères aurait demandé à son homologue américain de changer son « état d'esprit erroné » et la politique « dangereuse » menée selon lui par la Maison Blanche. « Fondamentalement, c'est parce que les Américains voient la Chine comme un ennemi imaginaire », a fait savoir Xie Feng.

Il faut se rappeler le désastre intégral de la rencontre à Anchorage en Alaska en mars dernier, lorsque le chef de la Commission des Affaires étrangères du PCC Yang Jiechi et le secrétaire d'Etat américain Anthony Blinken s'étaient échangé des insultes devant la presse internationale médusée. De ce nouveau sommet à Tianjin, à un peu plus d'une heure de TGV de Pékin, les autorités chinoises espéraient pourtant qu'il déboucher au moins sur l'expression d'un intérêt commun pour organiser un sommet entre le président américain Joe Biden et son homologue chinois Xi Jinping. Or ce sujet n'a même pas été abordé pendant ces quatre heures de consultations orageuses.

Jamais Joe Biden n'a jamais rencontré Xi Jinping depuis son arrivée à la Maison Blanche le 20 janvier, tant est profond le fossé qui sépare la Chine des États-Unis. Pourtant, il avait bien rencontré Vladimir Poutine à Genève le 16 juin dernier, en dépit des très profonds désaccords entre Washington et Moscou. Vladimir Poutine que Joe Biden avait qualifié de « tueur » devant les médias américains.

Wendy Sherman était la plus haute responsable de la diplomatie américaine à se rendre en Chine depuis l'élection du président démocrate. Jusqu'ici, seul son émissaire pour le climat, John Kerry, s'était rendu sur le sol chinois. Mais les discussions étaient limitées à la lutte contre le réchauffement planétaire - l'un des rares sujets où les deux pays tentent de trouver un terrain d'entente.

Illustration de l'étendue de l'antagonisme sino-américain qui n'a cessé de s'aiguiser depuis le 20 janvier, le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi a

soutenu qu'il appartenait aux États-Unis « *de faire le bon choix* ». Autrement dit, la balle est dans le camp américain. Wendy Sherman a eu beau assurer que son pays ne cherchait pas la guerre avec la Chine, le chef de la diplomatie chinoise a enfoncé le clou : « *C'est comme s'il fallait que le développement de la Chine soit endigué pour que l'Amérique puisse redevenir un pays formidable.* »

À l'issue de ces entretiens, le numéro deux du département d'État américain a dressé un bilan très sombre des propos qui ont été tenus de part et d'autre. Il est très difficile de savoir si les relations entre les deux plus grandes puissances économiques du monde vont pouvoir ou non s'améliorer dans les mois qui viennent, a-t-elle expliqué à l'agence Associated Press : « *Je ne vois pas d'espoir sur le fait que nous soyons maintenant entrés dans une phase initiale permettant de bâtir une relation qui puisse permettre retrouver ce que nous souhaitons.* »

Déjà les relations Chine/États-Unis n'étaient pas franchement bonnes avec Donald Trump. Ce dernier avait été le premier à prendre le taureau par les cornes en osant défier la puissance chinoise. Menaçant Pékin de sanctions commerciales dures pour l'économie chinoise, il avait réussi le tour de force de contraindre le gouvernement chinois à accepter de négocier un accord commercial dit de « *phase 1* ». Ce dernier, signé le 15 janvier 2020 à la Maison Blanche par le président américain et le vice-Premier ministre chinois Liu He, prévoyait l'achat par la Chine pour 200 milliards de dollars de biens américains. Cet accord « *Phase 1* » comportait des volets annexes importants puisque la Chine promettait aux entreprises américaines de pouvoir faire affaires en Chine plus librement ou sur des bases juridiques plus solides, notamment en matière de respect de la propriété intellectuelle ou encore de transfert de technologies.

Alors, l'Amérique avait-elle gagné face à la Chine ? Non, car cet accord de « *Phase 1* » n'a jamais été réellement honoré côté chinois puisque les achats de biens promis de biens américains n'ont pas dépassé les 50 milliards de dollars dans l'année 2020.

Avec l'arrivée à la Maison Blanche de Joe Biden, les relations entre Washington et Pékin ont pris une tournure nouvelle, franchement exécrable. En-effet, si l'équilibre des échanges commerciaux restait bien à l'agenda, le 47<sup>e</sup> président des États-Unis a en-effet ajouté les droits humains, les valeurs universelles telles que la liberté de parole, le multipartisme, les élections libres, une justice indépendante, sujets que la Chine communiste ne souhaitait absolument pas aborder.

Joe Biden y a ajouté d'autres sujets encore plus brûlants tels que les menaces chinoises contre Taïwan que Xi Jinping a plusieurs fois menacé d'envahir et l'agressivité militaire chinoise croissante en Mer de Chine du Sud.

Un terrain d'affrontement bien connu entre Chine et États-Unis est la menace chinoise d'envahir Taïwan. Sur ce sujet ultra-sensible, les opérations d'intimidation menées par Pékin contre l'ancienne Formose se sont considérablement renforcées ces derniers mois, suscitant côté américain des mises en garde sévères adressées aux Chinois.

**Les relations triangulaires Chine/États-Unis/Taïwan**, quelque peu contre-nature il faut bien le dire, ont, ces dernières décennies, connu bien des avatars, Pékin s'efforçant plus que tout d'empêcher tout rapprochement entre les États-Unis et Taïwan. Mais ces relations déjà houleuses se sont profondément détériorées sous le mandat de Donald Trump mais encore davantage depuis l'arrivée de son successeur à la Maison Blanche Joe Biden.

La cause principale en est précisément une agressivité croissante de la Chine à l'égard de Taïwan suscitée, affirme Pékin, par un rapprochement spectaculaire opéré de l'administration Biden avec l'ancienne Formose.

Dans ce contexte, Joe Biden est parvenu lors d'une visite en juin 2021 à Bruxelles à rassembler le soutien unanime des trente pays membres de l'OTAN pour qui la Chine est désormais « *un risque systémique* ». Un événement qui va sans doute laisser sa marque dans l'histoire au moment où Pékin est déjà attaqué de toutes parts pour sa politique répressive contre les Ouïghours au Xinjiang, la mise au pas à Hong Kong et ses intimidations contre Taïwan.

Comme une réponse de la Chine à ce rapprochement tangible entre les États-Unis et l'Union européenne sur le dossier chinois, vingt-huit avions de combat chinois sont entrés le 15 juin dans la Zone d'identification de défense aérienne (ZIDA) de l'ancienne Formose. C'était là la plus grande incursion de chasseurs et de bombardiers de l'Armée populaire de libération (APL) jamais enregistrée dans une zone à proximité immédiate de Taïwan.

Pékin revendique une souveraineté sur Taïwan qu'il considère comme une simple province de la Chine et menace de la rattacher au continent par la force si nécessaire. Le gouvernement chinois accuse régulièrement les autorités taïwanaises de rechercher le soutien de pays étrangers dans le but de déclarer une indépendance formelle. « *Nous n'accepterons jamais toute tentative de rechercher l'indépendance ou toute intervention délibérée sur la question de Taïwan par des forces étrangères. Voici pourquoi nous devons apporter une réponse forte à ces actes de collusion* », a ajouté Ma Xiaoguang.

Se déclarant lui aussi inquiet des tensions actuelles dans le détroit de Taïwan qui sépare l'île du continent chinois distants l'un de l'autre d'à peine 240 kilomètres, le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a indiqué le 14 juin que l'alliance militaire de l'OTAN avait pour intention de renforcer sa position à l'égard de la Chine, tout en reconnaissant en même temps la nécessité de travailler avec Pékin sur des sujets d'une portée mondiale tels que le climat.

En juin dernier, les dirigeants du G7 qui réunit les sept démocraties libérales les plus riches de la planète avaient enjoint la Chine de « *respecter les droits humains et les libertés fondamentales* », faisant explicitement mention des violations des droits de l'homme contre la minorité ouïghoure dans la région dite « autonome » du Xinjiang dans le nord-ouest de la Chine. Ils avaient également condamné les lois liberticides à Hong Kong et les arrestations nombreuses de militants prodémocratie dans l'ancienne colonie britannique. Pékin avait immédiatement répondu avec fureur à ces accusations et déclaré qu'elles relevaient

de « mensonges ».

Une des conséquences probables de cet unanimité affichée par l'OTAN et le G7 : la Chine va selon toute vraisemblance continuer son rapprochement avec la Russie – dont, pourtant, ni Moscou ni Pékin ne veulent vraiment. Le face-à-face Biden-Poutine va donc ainsi selon toute vraisemblance pousser les Russes dans les bras des Chinois.

La Chine a renforcé ses activités militaires autour de Taïwan avec l'entrée de 380 avions de combat chinois dans la zone d'identification aérienne taïwanaise au cours de 2020, expose le document japonais. « *Stabiliser la situation autour de Taïwan est important pour la sécurité et la stabilité de la communauté internationale. Il est donc de ce fait nécessaire de demeurer vigilants, énonce ce document. L'équilibre militaire entre la Chine et Taïwan penche actuellement en faveur de la Chine et le fossé entre les deux semble se creuser avec chaque année qui passe.* »

Au Japon aussi, la croissance de l'activité militaire chinoise autour de Taïwan a suscité ces derniers mois une inquiétude elle aussi croissante, l'île étant géographiquement proche des côtes japonaises et tout particulièrement d'Okinawa qui héberge la plus grande base aérienne américaine sur le théâtre de l'Asie de l'Est, la base de Kadena.

Le ministère taïwanais des Affaires étrangères, via sa porte-parole Joanne Ou, a remercié le Japon pour « *son haut degré d'inquiétude à propos de la sécurité dans le détroit de Taïwan* ». « *Notre gouvernement va continuer de travailler étroitement avec le Japon et les autres pays qui partagent les mêmes valeurs démocratiques afin de défendre ces valeurs de même que la promotion de la paix, de la prospérité dans la région* », a-t-elle déclaré.

Le Japon, dont la constitution lui interdit de faire usage de la force militaire pour trouver une solution à tout conflit militaire, s'est depuis l'an dernier progressivement rangé du côté de Taïwan et des États-Unis dans la crise entre Pékin et Taipei. Un processus qui a maintes fois déjà provoqué l'ire de Pékin.

À l'occasion du 100ème anniversaire du Parti communiste chinois le 1er juillet dernier, Xi Jinping a, une nouvelle fois, exhorté Taïwan à accepter la réunification avec le continent chinois. Le président a rappelé que, si nécessaire, la force pourrait être utilisée pour y arriver. En juin déjà, il avait estimé que les États-Unis étaient devenus « *un facteur de risque* » après que la marine américaine eut patrouillé à plusieurs reprises dans le détroit de Taïwan.

Parallèlement, début juillet, le vice-Premier ministre japonais et ministre des Finances Taro Aso a publiquement déclaré que le Japon devait joindre ses forces armées à celles des États-Unis pour défendre Taïwan contre toute tentative d'invasion chinoise. Le même Taro Aso avait néanmoins un peu plus tard quelque peu modéré son propos, estimant que toute situation d'urgence devait trouver solution par le dialogue.

L'affrontement entre la Chine et les États-Unis, déjà palpable sous le mandat de Donald Trump, n'a donc cessé de s'approfondir depuis l'arrivée de Joe Biden à la Maison Blanche. Cet affrontement s'est étendu aux domaines économique et surtout technologique, les Américains ayant plusieurs fois affirmé qu'il n'était pas question de céder aux Chinois la suprématie dans des secteurs tels que l'intelligence artificielle, la technologie quantique et, surtout, les semi-conducteurs, le nerf de la guerre technologique du monde de demain. Or cette course à la suprématie technologique représente aussi un défi pour le Japon : son économie est en réalité très dépendante à la fois de la Chine et des États-Unis.

Alors qu'en est-il ? Les dépenses militaires américaines se sont élevées à 778 milliards de dollars l'an dernier, de très loin le premier budget militaire de la planète. Mais Washington ne doit pas perdre de temps car le budget militaire chinois a grimpé de 6,8 % cette année après des hausses continues depuis deux décennies.

La Chine détient le record mondial du nombre de soldats d'active : deux millions en 2019. Le Pentagone a, lui, soumis au vote du Congrès un budget pour l'an prochain qui prévoit 1,35 million de soldats d'active.

Pourtant ce qui compte n'est pas le nombre de soldats mais plutôt combien d'entre eux sont engagés dans les techniques les plus sophistiquées de la guerre. Or il se trouve que les soldats de l'Armée populaire de libération chinoise sont soit équipés de matériels obsolètes, soit ne sont pas mesurés à combattre efficacement du fait d'un entraînement inadéquat. Cependant, Pékin n'est pas resté les bras ballants. Le gouvernement chinois a débloqué des fonds pour la mise au point et la fabrication d'armes automatiques pour l'infanterie.

Face à l'infanterie chinoise, 6 333 chars américains, le plus grand dispositif de blindés du monde derrière la Russie, selon le magazine américain Forbes. La Chine dispose, quant à elle, de 5 800 chars.

S'agissant des forces aériennes, la domination américaine face à la Chine est écrasante. Les États-Unis disposent en-effet de 13 000 avions de combat, dont des F-35 Lightning et des Raptor F-22 qui font partie des avions de combat les plus redoutables de la planète, selon un rapport du World Air Forces 2021 publié par la revue *Flight Global*.

Face à cet arsenal aérien américain la Chine aligne un peu plus de 2 500 avions, dont environ 2 000 sont des avions de combat, selon le rapport 2020 de China Military Power. Le chasseur chinois le plus sophistiqué est le J-20, aussi connu sous le nom de Mighty Dragon. Il a été conçu pour se mesurer au F-22 américain. Mais sa capacité à se mesurer à cet avion reste à prouver puisqu'aucun combat n'a eu lieu jusqu'à ce jour. Les deux pays travaillent également à produire de nouveaux bombardiers. La Chine a déjà dans sa gibecière le Xian H-20. Les États-Unis, eux, ont développé le B-21 Raider Stealth Bomber de

nouvelle génération. Reste enfin la flotte. Un terrain crucial où la Chine possède le plus grand nombre de navires : 360 bâtiments contre 297 pour les États-Unis. Mais là aussi, outre le fait que le nombre ne fait pas la qualité, les Américains possèdent un avantage sur les Chinois avec un total de 11 porte-avions à propulsion nucléaire, tous capables d'accueillir plus de 60 avions de combat qui décollent grâce à des catapultes ultra perfectionnées. Quant à la Chine, elle ne possède que deux porte-avions à propulsion classique aisément repérables. Il s'agit du Liaoning et du Shandong, dont la technologie obsolète date des années 1980 et qui ne peuvent accueillir que 24 à 36 chasseurs J-15.

Gardons en mémoire les récents propos du président chinois Xi Jinping. Le 1er juillet dernier, prenant la parole sur la place Tiananmen au cœur de Pékin à l'occasion du 100ème anniversaire du Parti communiste chinois, il a promis à tous ceux qui oseraient intimider la Chine de « *se fracasser la tête et répandre le sang* ». À méditer.

Alors des soldats américains vont-ils mourir pour Taïwan si les frères de sang chinois des deux côtés du continent et de Taïwan en viendraient à s'entre-tuer ? Tout ce qui précède nous conduit à nous poser cette question lancinante : une troisième guerre mondiale est-elle « *imminente* » avec pour théâtre Taïwan ?

Il est en réalité une raison essentielle pour laquelle les États-Unis n'accepteront jamais une réunification de Taïwan au continent chinois : **ce ne sont pas les droits humains ou les valeurs universelles mais les semi-conducteurs.**

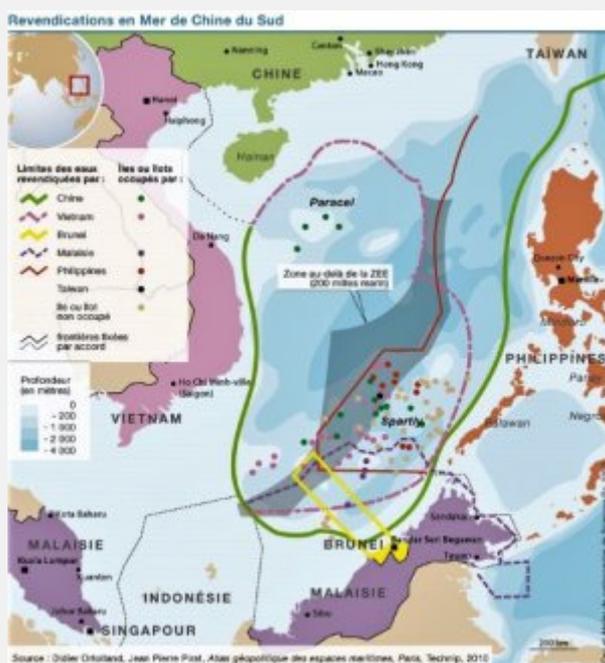
Pourquoi ? Plus petites qu'un timbre postal, plus fines qu'un cheveu et intégrant des centaines de millions de transistors, les puces électroniques sont dans vos smartphones, vos voitures, dans les salles d'opération des hôpitaux, dans les avions, les fusées ou, plus banalement, dans les serveurs qui hébergent vos photos de vacances. Cette industrie dite du « *semi-conducteur* » est devenue un terrain d'affrontement capital entre la Chine et les États-Unis.

Lorsqu'en 2020, l'administration Trump ajoutait coup sur coup Huawei puis le fondateur chinois SMIC sur la « *Entity List* », l'Amérique tirait à boulets rouges sur le semi-conducteur chinois. Huawei est alors le premier fabricant de smartphones au monde. Quant à SMIC, ce n'est autre que le fer de lance de la fabrication de puces électroniques en Chine continentale. L'ajout sur cette liste est fortement incapacitant pour SMIC qui se retrouve privé de composants, produits chimiques et outillages indispensables à la conception et à la fabrication de ses puces.

Depuis, de l'eau a coulé dans le détroit de Taïwan. La répression des gigantesques manifestations populaires de Hong Kong en 2019, l'instauration par la force à Hong Kong de la loi sur la sécurité nationale en juin 2020 et enfin l'arrestation des démocrates hongkongais en 2021 a définitivement enterré le principe « *un pays, deux systèmes* ». Avec le seul modèle d'intégration pacifique « *officiellement mort* » des dires de l'ex-président de Taïwan Ma Ying-jeou.

Dans ce contexte, il est peu probable que la Chine se risque à une attaque militaire contre l'île. D'autant qu'il existe des solutions plus optimales pour arriver à ses fins. En effet, selon la spécialiste Linda Jakobson, l'empire du milieu emploiera « *tous les moyens sauf la guerre* » pour forcer Taïwan à négocier et accepter à terme les conditions d'une réunification. Cela peut inclure les pressions économiques, l'embargo, l'intimidation, la subversion, les cyberattaques voire l'assassinat des dirigeants de l'île de 24 millions d'habitants, seul bastion de la démocratie dans l'univers chinois.

**Pierre-Antoine Donnet, le 14 septembre 2021**



Source : Atelier de cartographie de Sciences Po. Didier Ortolland, Jean Pierre Pirat, Atlas géopolitique des espaces maritimes, Paris, Technip, 2010